

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 VALENCE

Valence, le 16/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/05/2023

Contexte et constats

Publié sur 

Société TANNERIES ROUX

2 avenue Bruno Larat
26100 Romans-sur-Isère

Référence : 20230515-RAP-DAEN0524
Code AIOT : 0006102695

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2023 dans l'établissement TANNERIES ROUX implanté B.P 66 26 100 Romans-sur-Isère. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection intervient à la suite d'un incident relatif à l'émission d'hydrogène sulfuré (H₂S) dans le réseau public en aval du point de rejet de l'établissement (inspection réactive inopinée).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TANNERIES ROUX
- B.P 66 26100 Romans-sur-Isère
- Code AIOT : 0006102695
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non IED

Le site des Tanneries ROUX est autorisé par l'arrêté préfectoral n°2012047-0031 du 16/02/2012 pour l'exploitation d'une tannerie sur la commune de ROMANS. Après l'arrêt de sa rivière fin 2022, l'activité est recentrée sur les étapes en aval (notamment la teinture et la finition).

Les Tanneries ROUX existent depuis plus de 200 ans (créée en 1803). En 2012, la société a été rachetée par le groupe LVMH. Le site emploie environ 110 salariés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- pics d'H₂S survenus les 2 et 3 mai 2023.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Pour des faits engageant peu la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, une lettre de suites sera transmise avec une demande de mise en œuvre d'action corrective dans un délai donné. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Délais
1	Prévention des dégagements d'H ₂ S	Arrêté Préfectoral du 16/02/2012, Article 4.3.7	Prescriptions complémentaires	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection réactive, réalisée par l'inspection des installations classées le 4 mai 2023, a permis d'avoir des précisions sur le déroulement des événements ayant conduit à l'apparition de pics d'hydrogène sulfuré immédiatement en aval du point de rejet de l'établissement, les 2 et 3 mai 2023.

L'exploitant a pu présenter les actions en cours et celles envisagées pour permettre de prévenir durablement ce risque. L'inspection propose que les principales mesures soient imposées à l'exploitant par arrêté de prescriptions complémentaires.

À noter que les actions correctives mises en œuvre par l'exploitant ont permis un retour à la normale dès le 4 mai en fin de journée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des dégagements d'H₂S

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral n°2012047-0031 du 16/02/2012, article 4.3.7
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des effluents - Risque d'émission d'H ₂ S
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Arrêté préfectoral du 16/02/2012 Article 4.3.7. Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets <i>« Les effluents rejetés doivent être exempts :</i> - (...), - de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeur toxiques, inflammables ou odorantes, - (...) »
Constats : Sur la base des constatations réalisées lors de la visite, considérant l'historique des rejets et des concentrations mesurées sur le capteur d'H ₂ S situé sur le réseau public en aval du site, ainsi que la proximité de ce détecteur avec le point de rejet du site, l'inspection des installations classées considère que les pics d'H ₂ S survenus les 2 et 3 mai 2023 sont directement liés aux effluents rejetés par l'exploitant.
Non-conformité n°1 : Les effluents rejetés par les installations ont été à l'origine d'un dégagement de vapeurs toxiques (H ₂ S) en concentration significative, contrairement aux dispositions prévues par l'article 4.3.7 de l'arrêté préfectoral du 16/02/2012.
Lors de la visite, l'exploitant a présenté le déroulement des événements depuis l'information d'une

détection d'hydrogène sulfuré (H₂S) dans le réseau public.

L'exploitant a eu connaissance de cette situation en début d'après-midi le 3 mai. L'information provient de la direction de l'assainissement de l'agglomération (VRA) et avait également été relayée par l'inspection des installations classées.

Après consultation des données enregistrées par un de ses détecteurs de gaz d'H₂S, l'exploitant a identifié 2 pics au point de mesure juste avant rejet, d'une durée et d'un niveau bien inférieurs à ceux survenus sur le réseau public immédiatement en aval. Les pics mesurés dans le réseau public atteignent environ 200 ppm le lundi et 300 ppm le mardi, alors que les pics avant rejet dépassent tout juste les 12 ppm et 30 ppm (facteur 10 ou plus).

Néanmoins, ces pics étaient suffisants pour être détectés par l'exploitant et entraîner des actions correctives. L'exploitant dispose en effet de produits permettant de rabattre / supprimer rapidement ces pics en cas de détection.

Il est à noter qu'un tel écart de concentration entre le point de mesure sur site avant rejet et le capteur situé sur le réseau public a déjà été observé à plusieurs reprises, les conditions de formation et le relargage d'H₂S (pouvant encore être dissous dans l'effluent au moment du rejet) étant relativement complexes. Le point de chute (« cascade ») situé en aval sur le réseau public est en tout cas favorable au relargage d'H₂S.

L'exploitant précise qu'après recherche il a identifié un capteur d'H₂S défaillant. Ce capteur avait pourtant fait l'objet d'un étalonnage aux fréquences préconisées par le fournisseur. C'est ce capteur qui était intégré à la chaîne de détection et d'alarme automatique entraînant des actions correctives par l'exploitant.

Le 2^e détecteur consulté était fonctionnel, mais sans alarme.

Pour mémoire, l'agglomération a équipé le réseau public d'un capteur d'H₂S (environ 40 m en aval du point de rejet), du fait dégagements d'H₂S survenus antérieurement à des niveaux significatifs. Ce risque est identifié pour certaines activités dont les tanneries. Différentes actions ont été mises en œuvre ces dernières années par l'exploitant pour réduire ce risque.

L'arrêt de la « rivière » qui a été décidé par l'exploitant et qui est effective depuis mi-octobre 2022, partie la plus susceptible d'être à l'origine d'une émission d'H₂S, a permis de réduire significativement ce risque, mais ne l'a pas supprimé.

L'exploitant doit ainsi maintenir toutes les mesures nécessaires pour la prévention de ce risque et sa maîtrise.

Après information du pic le 3 mai, l'exploitant a efficacement abattu le pic d'H₂S par injection de chlorure ferrique. Par ailleurs, l'exploitant a décidé de remettre en place une injection préventive de nitrate de calcium (qui avait été mise en place lorsque la rivière était en fonctionnement).

D'autres actions correctives ont été présentées, avec notamment :

- remise en état du capteur défaillant et vérification de la chaîne de détection,
- mise à jour de la procédure de gestion des pics d'H₂S,
- renforcement des contrôles sur l'état des détecteurs,
- étude sur le renforcement de la chaîne de détection et d'alarme (prévoir une remontée d'information sur les mesures réalisées par les deux types de détecteurs en place),
- rapprochement avec VRA pour étudier les conditions d'accès aux mesures effectuées par le capteur situé sur le réseau public.

Sur demande de l'inspection, une première version de la procédure a été transmise dès le 5 mai. La procédure a été de nouveau mise à jour pour tenir compte des observations de l'inspection. La

dernière version transmise est datée du 10 mai 2023.

La procédure décrit notamment l'organisation de l'exploitant pendant les heures ouvrées et en dehors de celles-ci (avec une astreinte associée et une veille sur les mesures dans l'attente d'une consolidation de la chaîne de détection et d'alarme).

L'inspection demande par ailleurs à ce qu'une information soit mise en place par l'exploitant en cas de pic d'H₂S détecté sur le site à deux niveaux de concentration : 10 ppm (information DREAL et VRA) et 50 ppm (information préfecture, DREAL et VRA).

Observation n°1 : L'exploitant informe l'inspection des installations classées de l'avancement de ses actions concernant notamment l'accès aux mesures réalisées par le capteur situé sur le réseau public, ainsi que celle relative à la mise en place d'une chaîne de détection avec alarme sur les deux types de détecteurs installés au point de mesure avant rejet des effluents. Un premier bilan des actions correctives mises en œuvre est transmis sous 1 mois.

L'inspection a informé l'exploitant qu'il sera proposé à Madame la Préfète que les principales dispositions visant à prévenir et encadrer les dégagements d'H₂S soient imposées par arrêté préfectoral.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires (projet d'arrêté)

Proposition de délais : 1 mois

Annexe – Projet d'arrêté de prescription complémentaires

Il est proposé d'imposer à l'exploitant les prescriptions suivantes :

« Article X : Renforcement de la prévention des pics d'H₂S

L'exploitant dispose d'un réseau de détecteurs d'H₂S dans les parties de l'établissement où un risque de formation de ce gaz est identifié.

Au moins deux détecteurs sont situés immédiatement en amont du point de rejet des effluents aqueux. La surveillance est réalisée en continu. Les relevées de concentration de ces deux capteurs sont accessibles en permanence, sur site et à distance.

Les capteurs font l'objet d'un suivi et d'un étalonnage conformément aux préconisations du fabricant et du fournisseur.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires visant à prévenir autant que possible la formation d'H₂S dans ses effluents industriels. En tant que de besoin, un traitement préventif est réalisé sur les effluents (par exemple avec une injection de nitrate de calcium).

En cas de survenance d'un pic d'H₂S malgré les dispositions prises, l'exploitant met en place un traitement curatif dans les meilleurs délais afin d'en réduire l'importance et la durée (par exemple avec une injection de chlorure ferrique).

L'organisation relative à la prévention, la détection et le traitement des pics d'hydrogène sulfuré est formalisée dans une procédure.

L'exploitant détermine des seuils d'alarme et d'action (alarme et/ou visuelle), lui permettant d'intervenir en cas de pic d'H₂S dans les meilleurs délais pendant les heures ouvrées et en dehors des heures ouvrées. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées la justification du choix de ces seuils.

Le premier seuil d'action ne dépasse pas 5 ppm.

L'exploitant élabore un registre d'incident spécifique dans lequel sont enregistrés :

- les pics d'H₂S mesurés au point de mesure avant rejet (à partir de 5 ppm),*
- les actions correctives mise en œuvre après la mesure d'un pic d'H₂S,*
- les défaillances survenues sur la chaîne de détection et d'alarme d'H₂S.*

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Article X : Information en cas de survenance d'un pic d'H₂S

L'exploitant informe sans délais les autorités en cas de survenance d'un pic d'H₂S mesuré par un des deux détecteurs situés en amont du point de rejet des effluents aqueux, aux seuils définis ci-après.

En cas de survenance d'un pic d'H₂S dépassant 10 ppm, l'exploitant informe :

- la DREAL (inspecteur référent et unité interdépartementale Drôme-Ardèche).*

En cas de survenance d'un pic d'H₂S dépassant 50 ppm, l'exploitant informe :

- la DREAL (inspecteur référent et unité interdépartementale Drôme-Ardèche),*
- la préfecture (BPGE).*

La DREAL est informée par téléphone pendant les heures ouvrées et par courriel dans tous les cas.

La préfecture est informée par téléphone et par courriel. L'exploitant s'assurer qu'il dispose des coordonnées des contacts nécessaires.

L'exploitant informe par ailleurs la Direction de l'assainissement de Valence Romans Agglo selon les modalités qu'elle détermine. »

Un projet d'arrêté est transmis à l'exploitant afin qu'il puisse faire part de ses éventuelles observations dans le cadre du contradictoire.